

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article828>

LKP - Grèves dans la banane : DORMOY restan kiny !

- Dossier spécial LKP - Secteurs mobilisés -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 27 mars 2009

Mis à jour le : dimanche 29 mars 2009

UGTG.org

Vendredi 27 Mars 2009

[\[Jean Marie NOMERTIN {JPEG}\]](#) Plusieurs centaines d'ouvriers de la banane & de militants venus les soutenir se sont rassemblÃ©s devant l'entrÃ©e du chantier de construction du nouvel hopital de Capesterre Belle Eau.

Objectif : Obliger Les bananiers Ã appliquer l'Accord Jacques BINO.

Jean Marie NOMERTIN - Co leader du LKP & SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de la CGTG - fait le point sur la mobilisation du jour dans ce secteur.

Jean Marie, peux-tu faire le point sur la mobilisation des ouvriers agricoles dans le secteur de la banane ?

La mobilisation des camarades travaillant ici, sur les plantations de Louis DORMOY, est iÃ©gitime : car Louis DORMOY est de ceux qui ne respectent rien, et piÃ©tinent le Code du travail.

Il faut savoir que les ouvriers de la banane n'ont aucun avantage, mis Ã part une prime annuelle de 4000 francs (609,80 â -) qu'ils touchent chaque fin d'annÃ©e. Et encore ! Cette prime est proratisÃ©e, car les patrons de la banane ont recours de maniÃ©re arbitraire au temps partiel et au chÃ¢mage partiel !

Au lendemain de la signature du protocole d'accord Jacques BINO (26 fÃ©vrier 2009), les travailleurs se sont mobilisÃ© pour rÃ©clamer son application ! Pour toute rÃ©ponse, Louis DORMOY dÃ©cidÃ© ne pas signer l'accord BINO & en plus de'accorder en tout et pour tout une augmentation de 50 euro.

Alors que l'accord BINO prÃ©voit que dans les entreprises de plus de 100 salariÃ©s, ce qui est le cas chez DORMOY, l'employeur doit payer 100 euro sur les 200 prÃ©vus.

Dans tout le secteur de la banane, nous sommes mobilisÃ©s depuis hier, jeudi 26 mars 2009. AprÃ©s donc la bitasyon de Francis LIGNIERES, le mouvement s'est amplifiÃ© pour atteindre le niveau qu'il connait aujourd'hui : plus de 80% des exploitations sont en grÃ©ve, sont arrÃªtÃ©es !

Pourquoi avoir choisi ce site comme principal point de rassemblement ce vendredi ?

Simplement, nous nous trouvons [EntrÃ©e du chantier de construction du nouvel hopital local - Section Saint-sauveur, prÃ©s du cimetiÃ©re et de la chapelle - Ville de Capesterre belle Eau] sur un terrain qui appartenait Ã Louis DORMOY.

Au moment oÃ¹ il s'est agi de construire ce nouvel hopital, le choix s'est portÃ© sur l'emplacement oÃ¹ nous nous trouvons. La rÃ©gion a alors proposÃ© Ã Louis DORMOY un terrain en Ã©quivalence au prix symbolique d'un euro (1 â -). Mais avec la complicitÃ© d'une sÃ©rie d'affairistes, d'administratifs et de politiques, Louis DORMOY a rÃ©ussi Ã vendre son terrain au prix faramineux de huit millions d'euros (**8 Millions â -**) !

Or il y a encore des travailleurs qui sont dÃ©clarÃ©s travailler sur cette parcelle ! Ces travailleurs, avec les autres dÃ©jÃ mobilisÃ©s sur les bitasyon Bois debout & Mineur [Exploitations appartenant Ã©galement Ã Louis DORMOY], ont donc dÃ©cidÃ© de se mobiliser ici !

Ces camarades ont dÃ©cidÃ© que le meilleur moyen de faire plier Louis DORMOY c'est de bloquer ce chantier de construction !

Des accords sur l'application du protocole BINO ont-ils Ã©tÃ© dÃ©jÃ© signÃ©s dans ce secteur ?

Le plus aberrant c'est qu'il y a une sÃ©rie de petits et moyens patrons qui signent : c'est dÃ©jÃ© le cas notamment pour **M. BABIN et M. NARAYANIN...**

Or, Ã© ce jour, seul un gros exploitant agricole a signÃ© l'accord BINO : **M. MALINEC de la SCEA Saint-Denis.**

Nous affirmons qu'il ne peut y avoir de profession ou de secteur oÃ¹ rÃ©gnerait le deux poids deux mesures, s'agissant de l'application de l'Accord BINO !

De plus, il n'est pas question de laisser ces patrons attendre un dÃ©cret d'extension qui risque de paraÃ©tre sans la clause dite de convertibilitÃ© prÃ©vue par l'article 5 de l'Accord. Pour rappel, cet article prÃ©voit qu'au bout des 3 annÃ©es d'aides, ce sera Ã© l'employeur, et Ã© lui seul, d'assumer l'augmentation de 200 euro. SÃ© sa yo viÃ© pa !

Mais nous nous disons que c'est leur problÃ©me ! Et pas le nÃ©tre ! ils n'avaient qu'Ã© venir Ã© la table des nÃ©gociations pour nÃ©gocier !

Jean-Marie NOMERTIN,

Piquet de grÃ©ve de Saint-sauveur, CBE

Vendredi 27 mars 2009